



Déclaration liminaire FSU

CDEN 20 avril 2026

Préparation de rentrée 2026

Monsieur le Préfet,

Monsieur l'IA-DASEN,

Mesdames et Messieurs les membres élu·es du CDEN du Territoire de Belfort,

Notre instance départementale se réunit dans une période de turbulences profondes : les repères démocratiques vacillent, les services publics sont méthodiquement fragilisés, et la jeunesse est trop souvent réduite à une variable d'ajustement budgétaire plutôt qu'érigée en priorité politique.

Ce CDEN a été précédé, le 31 mars dernier, d'une grève massive dans l'Éducation nationale. Les personnels ont dit leur épuisement face au manque criant de moyens, à l'insuffisance des effectifs, à la surcharge croissante des services, à la dégradation continue des conditions de travail, et à des salaires et des carrières qui stagnent. Ces conditions empêchent un exercice serein et ambitieux du métier. Ce mouvement n'était pas un signal parmi d'autres : c'était un cri d'alarme que cette instance ne peut ignorer.

Lorsqu'une société doute de sa jeunesse, elle doute en réalité de son avenir. Notre responsabilité collective est de garantir à chaque jeune un monde commun, ouvert, pluraliste et protecteur — et cela commence par une école publique dotée des moyens d'accomplir ses missions.

La poussée de l'extrême droite partout en France est un signal d'alerte pour notre démocratie et pour le pacte républicain. Les travaux du sociologue Félicien Faury éclairent ce phénomène : le vote RN se nourrit de la défiance envers l'école publique, du sentiment d'abandon territorial, du vécu d'une dégradation que les politiques institutionnelles n'ont pas su enrayer. Ce n'est pas une fatalité. C'est une responsabilité.

La FSU proposera au CDEN d'adopter un vœu, pour saisir le ministère de l'Éducation nationale d'une demande urgente et collective de moyens supplémentaires pour la rentrée 2026. Ce vœu n'est pas un geste symbolique : c'est l'expression d'une nécessité que le terrain impose.

La FSU aborde ce CDEN avec une conviction et une exigence.

Une conviction : ce département est à un tournant. Il se paupérise. Ses familles s'appauvrissent. Sa carte scolaire est obsolète. Celle de l'éducation prioritaire l'est tout autant. Les réalités sociales et éducatives du territoire ont évolué ; les outils institutionnels, eux, n'ont pas suivi.

Une exigence : les réponses doivent enfin être à la hauteur. Les élections municipales sont passées. Les agendas politiques qui pouvaient justifier reports et prudences n'ont plus cours. La FSU le dit clairement, sans détour : nous attendons de cette instance qu'elle assume les décisions que la réalité du terrain commande depuis plusieurs années.

Dans nos écoles et nos collèges, des enseignant·es, des AESH, des directeurs et directrices, des CPE, des personnels RASED, des Psy-EN, des infirmier·es scolaires, des AED, des assistant·es de service social ATSEM..... font face chaque jour à des situations pour lesquelles ils et elles ne disposent pas des moyens nécessaires. Ils tiennent. Mais tenir n'est pas une politique.

Cela ne peut plus durer.

Dans le premier degré, la carte scolaire proposée avec la suppression de 15 classes dans l'ensemble du département va plonger des écoles dans des situations très compliquées, avec des effectifs jusqu'à plus de 26 élèves en moyenne par classe, et quelquefois à multi-niveaux. Les conditions d'apprentissage de nos élèves ne seront que plus dégradées. Les fiches SST témoignent des difficultés grandissantes de nos collègues sur le terrain. Ces fermetures constituent un signal supplémentaire de la non prise en compte de ces difficultés.

Encore une fois, le ministère crée des dispositifs à moyens constants. Cette année, c'est les Pôle d'appui à la scolarisation (PAS). Combien de postes ont été créés ces cinq dernières années sur le dos des élèves?

Dans le second degré, la FSU veut mettre un nom sur ce que les chiffres expriment de façon abstraite et que les documents révèlent. Ce nom, c'est le collège Châteaudun.

Châteaudun, c'est un IPS de 89 — comparable aux collèges classés REP en France. C'est un quartier qui se paupérise, des familles très modestes, des enfants qui arrivent à l'école avec le poids des difficultés sociales de leurs parents. C'est un territoire urbain fragilisé, où l'école publique est souvent le dernier rempart, le dernier lieu de mixité, le dernier espace de projection vers l'avenir. Châteaudun vient d'ailleurs d'être classé dans les 800 collèges de France qui concentrent les plus grandes difficultés sociales et scolaires. Des dispositifs de formation des personnels sont prévus, mais pas de classement en Éducation prioritaire, pas de moyens, pas de personnel supplémentaire. Pourtant, les équipes font le même travail que leurs collègues des REP voisins, avec des moyens de droit commun, sans valorisation salariale. C'est une injustice documentée. Et on viendrait désormais expliquer aux agents "comment s'y prendre" ? Comment faire face avec de nouvelles pédagogies innovantes ? Le message envoyé est d'une violence sans nom, et fait reposer sur les équipes la responsabilité de la situation, alors qu'elles et ils portent le collège à bout de bras depuis des années.

Un collège public qui n'est pas soutenu à la hauteur de la population scolaire qu'elle accueille, c'est un collège qui risque de perdre ses élèves, ses familles, ses enseignant-es. C'est une porte ouverte au repli vers le privé, à la fuite des familles qui le peuvent encore, à la ghettoïsation accélérée du quartier. La FSU ne veut pas que Châteaudun devienne le symbole d'un abandon. Elle veut qu'il devienne celui d'une réponse.

La FSU exige l'intégration du collège de Chateaudun dans la carte de l'Éducation Prioritaire, et l'abandon du dispositif culpabilisant du « plan 800 collèges ».

Quant à la révision de la carte scolaire du Territoire de Belfort, nous l'avons demandée lors des CDEN précédents. Nous l'avons argumenté. Nous avons fourni les données. Nous avons attendu que le calendrier politique soit propice. Ce moment est venu.

La réalité démographique et sociale du département a profondément changé en dix ans. Des établissements entiers ont changé de profil social sans que la carte, les critères de dotation, ni les moyens n'aient évolué en conséquence. Des établissements sont de plus en plus fragilisés dans leur fonctionnement par la baisse des effectifs. Le résultat est là, dans les documents qui nous sont soumis aujourd'hui : des collèges à public défavorisé sous-dotés, des personnels en tension, des élèves qui n'ont pas les mêmes chances selon le code postal de leur collège, des acteurs inquiets pour l'avenir de leur établissement.

Repenser la carte scolaire, c'est un acte de justice. C'est aussi un acte de lucidité sur ce que ce territoire est devenu. C'est un acte pour le futur.

La FSU veut aussi aborder un sujet que nous portons depuis plusieurs sessions devant ce CDEN, et qui n'a, à ce jour, pas reçu de réponse satisfaisante. Nous le portons à nouveau, avec une détermination renforcée. **Le changement climatique est désormais une réalité quotidienne dans nos écoles et collèges**. Les canicules répétées dégradent les conditions d'apprentissage de nos élèves, dans des bâtiments scolaires conçus à une autre époque. Les établissements doivent être fréquentables en toutes saisons, pour la santé des élèves et des personnels.

Cette proposition n'est pas nouvelle. Nous l'avons formulée à plusieurs reprises devant cette instance.

Mesdames et Messieurs, nous avons devant nous trois urgences : la révision d'une carte scolaire obsolète, la justice et l'équité dans la répartition des moyens, et l'adaptation de notre Ecole au défi climatique.

La FSU est prête à travailler, à construire, à proposer. Elle l'a toujours été. Elle demande que cette instance soit enfin à la hauteur de ce qu'attend le territoire.